



Communauté de Communes du  
**Caudrésis - Catésis**

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

16 MARS 2017

-----  
**SEANCE DU 14 MARS 2017**

**Délibération N°2017/008**

**Date de convocation : 03 mars 2017**

**Nombre de conseillers en exercice : 77**

**L'an deux mille dix-sept, le 14 mars 2017 à dix huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis se sont réunis à la Salle des Fêtes de CAULLERY, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Guy BRICOUT, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis.**

**Etaient présents (57 titulaires 2 suppléants) :**

Avesnes-Les-Aubert  
Bazuel  
Beaumont-en-Cis  
Beauvois-en-Cis  
Bertry  
Béthencourt  
Béviliers  
Boussières-en-Cis  
Briastre  
Busigny  
Carnières  
Catillon-sur-Sambre  
Cattenières  
Caudry  
Caullery  
Clary  
Dehéries  
Élincourt  
Estourmel  
Fontaine-au-Pire  
Haucourt-en-Cis  
Honnechy  
Inchy-en-Cis  
La Groise  
Le Cateau-Cambrésis  
Le Pommereuil  
Ligny-en-Cis  
Malincourt  
Maretz  
Maurois  
Mazinghien  
Montay  
Montigny-en-Cis  
Neuvilly  
Ors  
Quiévy  
Rejet-de-Beaulieu  
Reumont  
Saint-Aubert  
Saint-Benin  
Saint-Hilaire-Lez-Cambrai  
Saint-Souplet-Escaufourt  
Saint-Vaast-en-Cis  
Troisvilles  
Villers-Outréaux  
Walincourt-Selvigny

Alexandre BASQUIN  
Virginie LE BERRIGAUD  
Christian PAYEN  
Thierry WALEMME (S)  
Agnès BERANGER  
Guy BRICOUT  
Mélanie DISDIER  
Liliane RICHOMME  
Sandrine TRIOUX  
Gérard TAISNE  
Bernard PLET  
Jean-Louis CAUDRELIER  
Joseph MODARELLI  
Pascal FOULON  
Michel HENNEQUART  
Jacky DUMINY  
Jean-Pierre RICHEZ  
Henri QUONIOU  
Axelle DOERLER  
Michel GOUVART (S)

Denise LESAGE  
Jacques OLIVIER  
Gérard LENOBLE  
Francis LEBLON  
Didier BONIFACE  
Denis COLLIN  
Pierre LEVEQUE  
Alain RIQUET  
Serge WARWICK  
Gilles PELLETIER  
Patrice BONIFACE  
Karine ELOIR  
Isabelle PIERARD  
Janine TOURAINE  
Laurence RIBES  
Daniel BLAIRON  
Daniel CATTIAUX  
Jean-Marc DOSIERE  
Daniel FIEVET  
Bruno MANNEL

Hubert DEJARDIN  
Nathalie GAVE  
Christian PECQUEUX  
Dominique LAMOURET  
Frédéric BRICOUT  
Régine DHOLLANDE  
Bernard POULAIN  
Martine THUILLEZ  
Alain GOETGHELUCK  
Pierre LAUDE  
Bertrand LEFEBVRE  
Charles BLANGIS  
Serge SIMEON  
Pascal COQUELLE  
Didier BLEUSE  
Augustine NOIRMAIN  
Véronique NICAISE  
Jean-Paul CAILLIEZ  
Chantal WAYEMBERGE

**Membre Excusé (1) :** Pierre-Henri DUDANT.

**Membres Absents (7) :** Laurence MONTEIRO-LOPEZ, Jean-Félix MACAREZ, Jean-Claude GERARD, Marc DUFRENNE, Marc PLATEAU, Pascal LEVEQUE, Brigitte ROLAND-BEC.

**Membres ayant donné procuration (10) :** Vincent WAXIN à Denise LESAGE, Yannick HERBET à Virginie LE BERRIGAUD, Jean-Pierre THIEULEUX à Alexandre BASQUIN, Anne-Sophie MERY-DUEZ à Frédéric BRICOUT, Brigitte PRUVOT à Sandrine TRIOUX, Laurent COULON à Henri QUONIOU, Annie DORLOT à Joseph MODARELLI, Joëlle MANESSE à Bruno MANNEL, Maurice DEFAUX à Daniel CATTIAUX, Stéphane JUMEAUX à Guy BRICOUT

Daniel FIEVET est élu secrétaire de séance.



**VALIDATION DU TRANSFERT DE COMPETENCE D'ÉLABORATION DU PLAN-CLIMAT-AIR-ENERGIE TERRITORIAL AU SYNDICAT MIXTE DU PAYS DU CAMBRESIS**

Vu l'article L229-26 du code de l'environnement (article 188 de la LTECV, loi n°2015-992 du 17 août 2015) qui précise notamment la possibilité d'élaboration du PCAET à l'échelle du SCOT,

Vu l'article R229-51 du code de l'environnement qui précise le contenu d'un PCAET,

Monsieur le Président précise que le PCAET est un document-cadre de la politique énergétique et climatique de la collectivité. Aux termes des articles L. 229-26 et R229-51 du code de l'environnement, il définit principalement :

- les objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;
- le programme d'actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique
- un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats.

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants doivent élaborer un PCAET. La Communauté de communes du Caudrésis-Catésis est concernée par cette obligation et devait réaliser le PCAET pour le 31/12/16.

La loi précise que : « Le plan climat-air-énergie territorial peut être élaboré à l'échelle du territoire couvert par un schéma de cohérence territoriale dès lors que tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés transfèrent leur compétence d'élaboration dudit plan à l'établissement public chargé du schéma de cohérence territoriale. » (art L229-26)

Les présidents des trois EPCI à fiscalité propre du Cambrésis, en ayant discuté avec le président du syndicat mixte du Pays, sont tombés d'accord pour proposer par délibérations concordantes des conseils communautaires, que l'élaboration du PCAET soit confiée à l'établissement public en charge du SCOT, ceci notamment pour faciliter la mutualisation des moyens et de l'ingénierie. Le Pays élaborera le PCAET en étroite concertation et en accord avec les EPCI, la stratégie territoriale et le programme d'actions comportant des volets particuliers à chaque EPCI autant que de besoin. L'exécutif de la Communauté de Communes du Pays Solesmois proposera simultanément la prise de compétence PCAET (non obligatoire pour les EPCI de moins de 20 000 habitants) à son conseil communautaire pour que le PCAET couvre bien tout le périmètre du SCOT. Le transfert de la compétence d'élaboration du PCAET au syndicat mixte permettra également de repousser l'échéance de la réalisation du PCAET au 31/12/18.

Afin de faciliter l'élaboration, la mise en œuvre du PCAET et la concertation entre les différents acteurs à l'échelle du Pays, une gouvernance propre à la démarche sera mise en place, notamment un comité de suivi qui réunira les EPCI et les principaux partenaires (Conseil régional, ADEME, DREAL, DDTM,...)

A cette fin, Monsieur le Président de la communauté de communes Caudrésis-Catésis propose au



conseil communautaire d'approuver le transfert de compétence de l'élaboration du PCAET en faveur du Syndicat mixte du Pays du Cambrésis. Ce dernier sera en charge de l'élaboration du diagnostic, de la stratégie territoriale, du programme d'actions et du dispositif de suivi et d'évaluation. Le Syndicat mixte assurera également la coordination du suivi de la mise en œuvre des actions. La Communauté de communes restera Maître d'Ouvrage des actions qu'elle porte vis-à-vis de ses compétences et de son patrimoine.

**Document annexé à la présente délibération :**

Dossier de présentation du PCAET

ADOPTE A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président  
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture  
Le 16 mars 2017 et de la publication

Pour expédition conforme  
Caudry, le 16 mars 2017  
Le 16 mars 2017

Vu,



Le Président,  
Maire de CAUDRY  
Vice-Président du Conseil Départemental

Guy BRICOUT

IMPORTANT

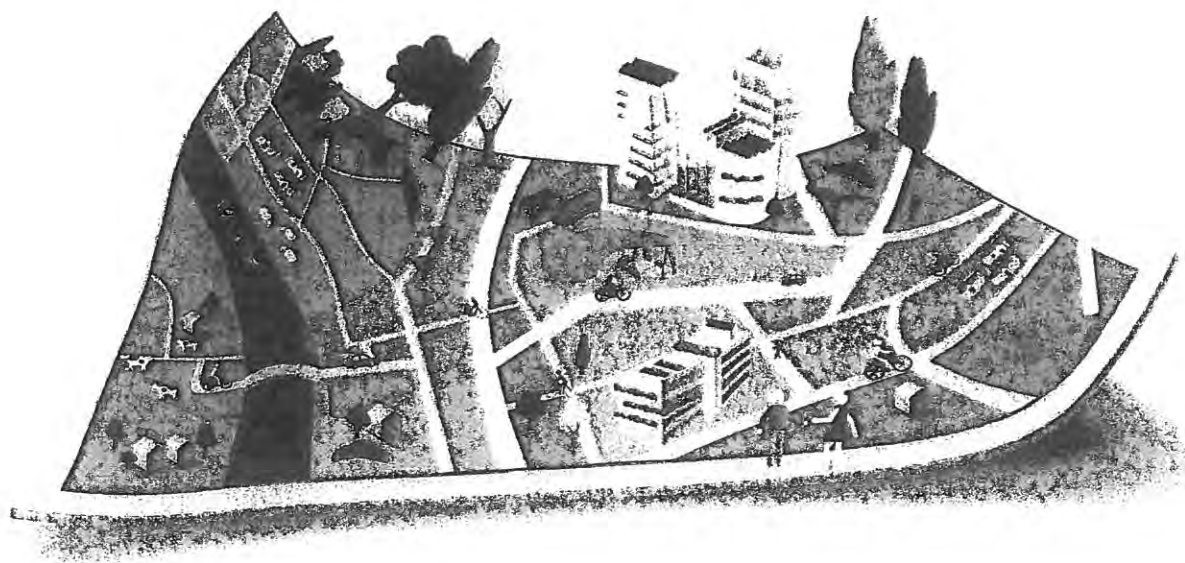
*DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.*



# Élus, L'essentiel à connaître sur les PCAET

Plan climat-air-énergie territorial

Découvrez en quelques pages les grandes lignes  
de l'évolution réglementaire des plans climat





# Du Plan Climat-Énergie Territorial au Plan Climat-Air-Énergie Territorial : que prévoit la loi ?

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) renforce le rôle des intercommunalités et les nomme coordinateurs de la transition énergétique.

## PCAET, LE NOUVEAU CADRE

Le PCAET est un projet territorial de développement durable. À la fois stratégique et opérationnel, il prend en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
- l'adaptation au changement climatique
- la sobriété énergétique
- la qualité de l'air
- le développement des énergies renouvelables

La mise en place des PCAET est confiée aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants et à la métropole de Lyon (article 188 de la LTECV).

Le plan climat-air-énergie s'applique à l'échelle d'un territoire donné sur lequel **tous les acteurs (entreprises, associations, citoyens...)** sont mobilisés et impliqués.

Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans.  
Les échéances d'application sont différentes selon la taille de l'EPCI, laissant plus de temps aux nouveaux porteurs :

### EPCI à fiscalité propre

### Échéance

EPCI de plus de 50 000 habitants\*

avant le 31 décembre 2016

EPCI de plus de 20 000 habitants\*\*

avant le 31 décembre 2018

\* existants au 1<sup>er</sup> janvier 2015

\*\* existants au 1<sup>er</sup> janvier 2017

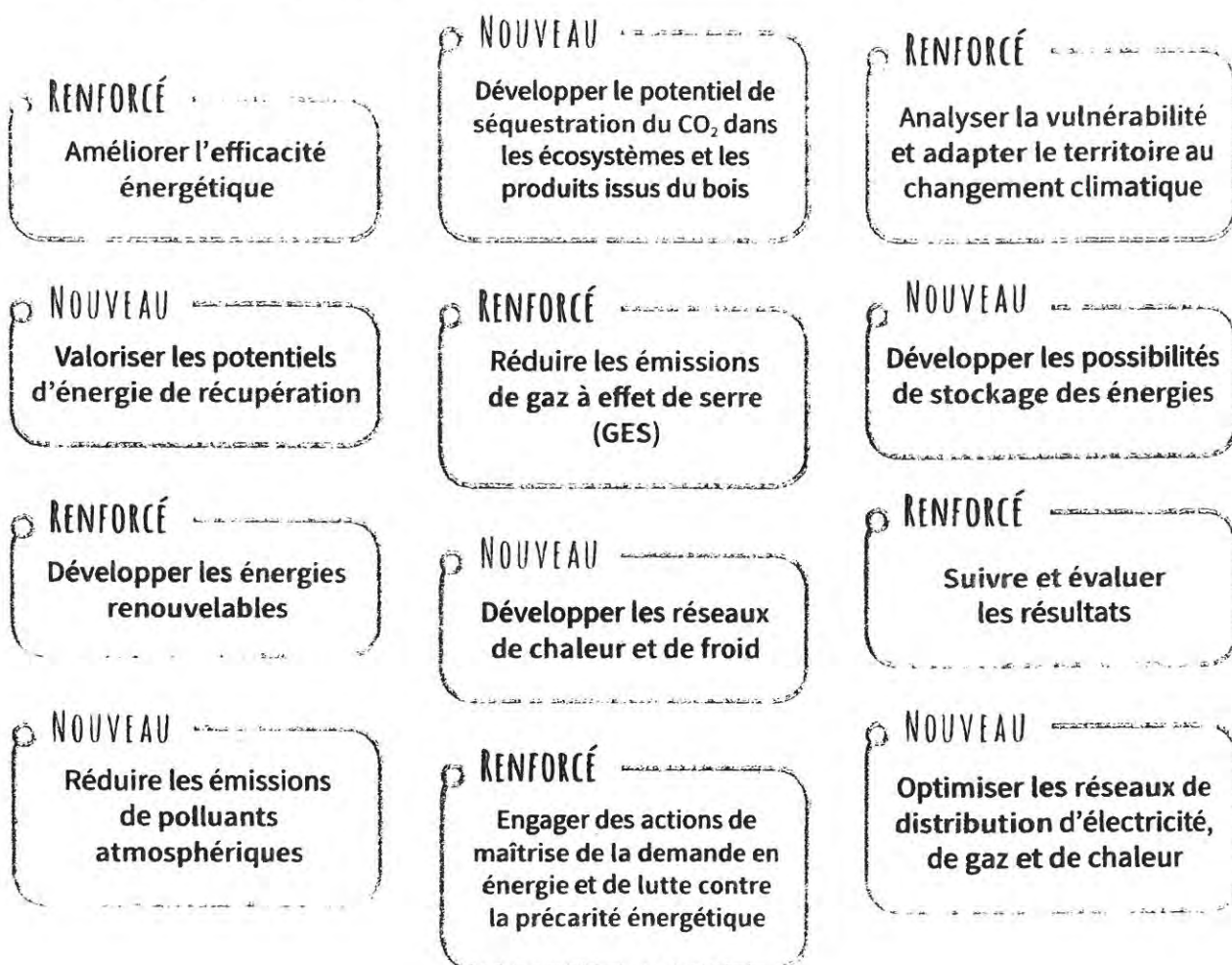
Les objectifs nationaux inscrits  
dans la LTECV à l'horizon 2030 :

- Réduction de 40 % des émissions de GES par rapport à 1990
- Réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
- 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie



## PCAET, SON RÔLE ET SES AMBITIONS

La LTECV étend le périmètre des plans climat au territoire et renforce considérablement leur rôle et leurs ambitions



## LE PCAET DANS LES TEXTES DE LOI

### Décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial :

Le décret précise ce que doit contenir le PCAET ainsi que son mode d'élaboration et de publicité. (voir schéma page 10)

### Arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial

L'arrêté précise les secteurs d'activité à prendre en compte, la liste des données à verser sur le centre de ressources de l'ADEME et leurs modalités de dépôt.  
[www.territoires-climat.ademe.fr](http://www.territoires-climat.ademe.fr)

### Ordonnance du 3 août 2016 et décret du 11 août 2016

(Règles applicables à l'évaluation environnementale des plans et programmes)  
 Le PCAET fait l'objet d'une évaluation environnementale stratégique. Cette dernière est construite de manière itérative au fur et à mesure de l'élaboration du plan climat.



# Élus, saisissez toutes les opportunités d'un PCAET

## DE MULTIPLES BÉNÉFICES

### Pour votre collectivité :

- **Allègement des dépenses** : optimisation budgétaire, réduction de la facture énergétique.
- **Nouvelles ressources financières** : par l'exploitation des énergies renouvelables.
- **Reconnaissance de l'exemplarité** de la démarche climat-air-énergie de votre collectivité à l'échelle nationale, voire européenne.

### Pour vos habitants :

- **Réduction des charges d'énergie des ménages et amélioration du confort** : lutte contre la précarité énergétique, rénovation de l'habitat.
- **Bénéfice santé** : amélioration de la qualité de l'air, diminution de l'exposition au bruit.
- **Une meilleure qualité de vie** : végétalisation des espaces urbains, préservation de la biodiversité dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, environnement apaisé.

### Pour votre territoire :

- **Meilleure maîtrise énergétique** : en soutenant les énergies renouvelables, et en exploitant les ressources locales (biomasse...).
- **Vers une dynamique de l'économie locale et de l'emploi** : création d'emplois non délocalisables dans de nombreuses filières, notamment « bâtiment » et « énergie ».
- **Un territoire moins vulnérable au changement climatique** : anticipation des impacts sur les activités économiques, adaptation des aménagements et équipements.
- **Un territoire plus attractif** : valorisation de l'image globale du territoire et des acteurs économiques.

## LE RÔLE DÉTERMINANT DES COLLECTIVITÉS

### Par leurs décisions :

- **15% des émissions de GES sont directement issues des décisions prises par les collectivités territoriales**, concernant leur patrimoine (bâtiment, éclairage public, flotte de véhicules) et leurs compétences (transports, déchets, distribution d'énergie et de chaleur...).
- **50% si l'on intègre les effets indirects de leurs orientations** en matière d'habitat, d'aménagement, d'urbanisme et d'organisation des transports.

### Par leur proximité avec les acteurs locaux :

- Pour **agir avec eux** via des actions multipartenariales.
- Pour **engager une action résolue et continue** et faire évoluer les comportements au quotidien.

### Par leur exemplarité :

- Elles sont **moteur de changement** sur leur territoire.
- Elles sont **garantes dans la durée des engagements pris**.

## DES COLLECTIVITÉS S'ENGAGENT



Le Conseil Aggglomération a mis en place un service de **Conseil en énergie partagé (CEP)**, pour les communes de moins de 10 000 habitants de son territoire. Celles-ci bénéficient de l'accompagnement d'un conseiller pour la maîtrise des consommations énergétiques de leur patrimoine et le développement des énergies renouvelables.  
[www.cep-bzh.org](http://www.cep-bzh.org)

L'opération « **Familles à énergie positive** » de Limoges Métropole a permis à ses participants d'obtenir une économie moyenne de 200 euros/an sur la facture d'énergie et ce, sans investissement.  
[www.limoges.familles-a-energie-positive.fr](http://www.limoges.familles-a-energie-positive.fr)



La Commune de Cournon-sur-Isère (près de 6 500 habitants) a dédié son parc d'activités à un **pôle de compétence « énergies renouvelables et économies d'énergie »**.  
[www.ccmene.fr](http://www.ccmene.fr) rubrique « Pôle Énergie »

Le Conseil Aggglomération de Tours a lancé une opération de récupération des invendus de supérettes par une **camionnette « Anti-Gaspi »**. Résultats en 2014 : collecte de 110 tonnes (soit l'équivalent de 220 000 repas redistribués et 380 000 euros en valeur) sur 9 petites et moyennes surfaces et des « drives ».  
[www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/384](http://www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/384)



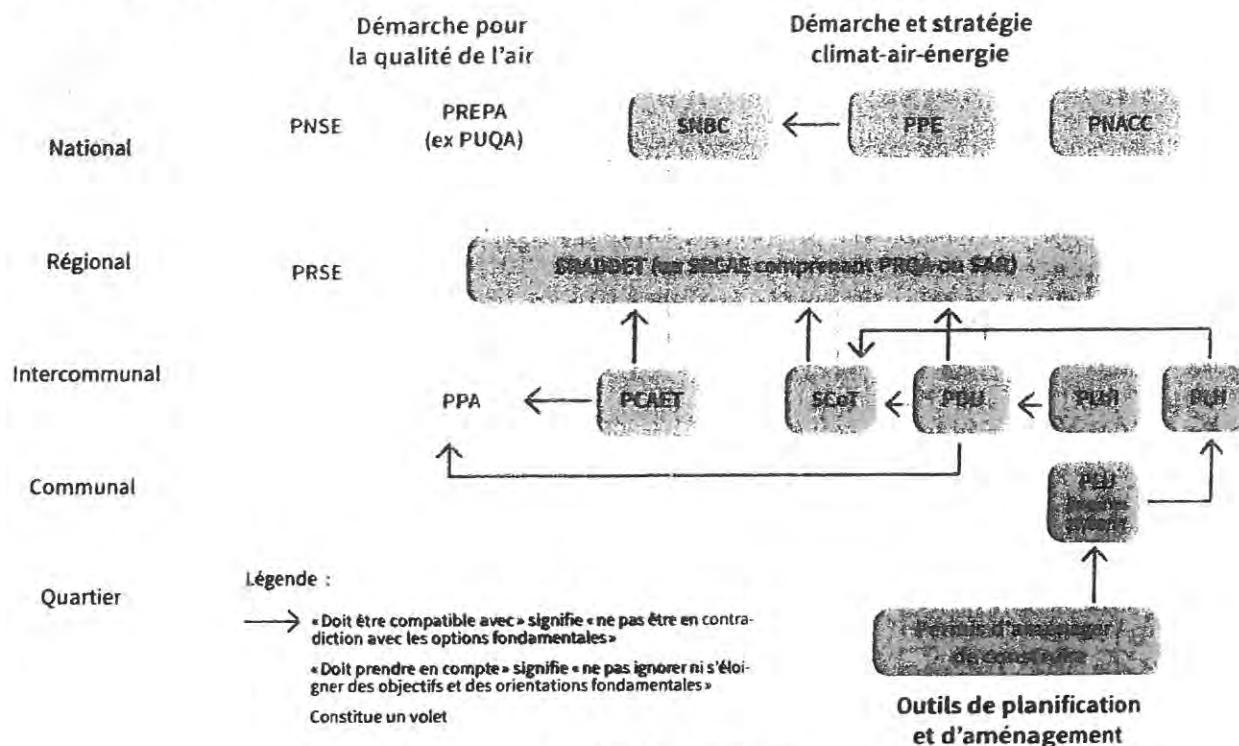
Le Pays de la Loire a mis en place une **Charte d'engagements des partenaires Clim'Agri 2014-2017**. Celle-ci permet de mieux mobiliser et sensibiliser le monde agricole (professionnels, institutionnels, partenaires).  
[www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/437](http://www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/437)

Le Pays de la Loire a créé le défi « **Au boulot à vélo** » pour inciter à l'usage du vélo sur le trajet domicile-travail. Édition 2014 : 13 structures participantes, 165 salariés pédaleurs, 6 645 km parcourus à vélo, 1 130 kg de CO<sub>2</sub> évités.  
[www.auboulotavelo.eu](http://www.auboulotavelo.eu) - [www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/198](http://www.observatoire.pcet-ademe.fr/action/fiche/198)



# Comment positionner le PCAET ?

## AVEC LES OUTILS DE PLANIFICATION



### Glossaire des sigles

- PNSE** Plan National Santé-Environnement  
**PPA** Plan de Protection de l'Atmosphère  
**PREPA** Plan de Réduction des Polluants Atmosphériques  
**PRSE** Plan Régional Santé-Environnement  
**PUQA** Plan d'Urgence pour la Qualité de l'Air  
  
**PCAET** Plan Climat-Air-Énergie Territorial  
**PNACC** Plan National d'Adaptation au Changement Climatique  
**PPE** Programmation Pluriannuelle de l'Énergie  
**SNBC** Stratégie Nationale Bas-Carbone  
  
**PDU** Plan de Déplacements Urbains  
**PLH** Programme Local de l'Habitat  
**PLU** Plan Local d'Urbanisme  
**PLUI** Plan Local d'Urbanisme Intercommunal  
**PRQA** Plan Régional de la Qualité de l'Air  
**SAR** Schéma d'Aménagement Régional  
**SCoT** Schéma de Cohérence Territoriale  
**SRCAE** Schéma Régional Climat-Air-Énergie  
**SRADDET** Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

### À retenir :

- Le PCAET doit prendre en compte le SCoT et la Stratégie Nationale Bas-Carbone.
- Le PCAET doit être compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère et le Schéma Régional Climat-Air-Énergie ou le Schéma d'Aménagement Régional valant SRCAE.
- Le PCAET doit être compatible avec les règles du Schéma d'Aménagement Régional, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (qui remplacera à terme le SRCAE) et prendre en compte ses objectifs (hors Ile-de-France, Corse et outre-mer).

### Exemple

**Élaboration d'un PLU Facteur 4 - Brest Métropole Océane** (216 000 habitants). Une démarche novatrice d'articulation entre 4 outils réglementaires de planification : PLH, PDU, PLUI, et PCET.

[www.observatoire.pcaet.ademe.fr/action/fiche/158/elaboration-d-un-plu-facteur-4-pour-une-metropole-plus-durable](http://www.observatoire.pcaet.ademe.fr/action/fiche/158/elaboration-d-un-plu-facteur-4-pour-une-metropole-plus-durable)



## AVEC LES AUTRES DÉMARCHES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

### Agenda 21

Projet de territoire visant à prendre en compte le développement durable dans les politiques et les projets d'une collectivité.

#### Articulation PCAET et Agenda 21 :

Si un Agenda 21 existe déjà dans la collectivité, le PCAET permet de rendre sa partie « climat-air-énergie » plus opérationnelle. Sans Agenda 21 préexistant, le PCAET peut constituer le premier volet opérationnel d'un futur Agenda 21. Il en constitue le volet climat-air-énergie.



### Cit'ergie

Outil de management et label qui distingue la performance des politiques « climat-air-énergie » des collectivités territoriales.

#### Articulation PCAET et Cit'ergie :

La démarche Cit'ergie peut structurer la réalisation d'un PCAET, mais elle peut également faire partie de sa mise en œuvre. Elle permet d'identifier les objectifs à atteindre, de structurer un programme d'actions, d'en suivre la mise en œuvre et de l'évaluer.



### Climat Pratic

Outil d'aide à l'élaboration et à la mise en place d'une politique « climat-air-énergie » ou d'un plan climat pour les territoires ruraux.

#### Articulation PCAET et Climat Pratic :

Climat Pratic peut permettre de définir une stratégie et un programme d'actions « climat-air-énergie ». Il sert également à faire un bilan des actions réalisées dans l'année.



### Convention des Maires

Engagement de collectivités dans la mise en œuvre des objectifs européens en termes de climat et d'énergie sur leur territoire.

#### Articulation PCAET et Convention des Maires :

La Convention des maires peut permettre d'aider à la définition des objectifs du PCAET, à la construction du programme d'actions et à la structuration du dispositif de suivi et d'évaluation.

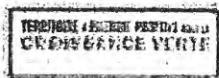


### TEPCV (Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte)

Territoires de la transition énergétique et écologique, lauréats de l'Appel à projets du Ministère de l'écologie, de l'environnement et de la mer.

#### Articulation PCAET et TEPCV :

La subvention TEPCV peut être utilisée pour la mise en œuvre des actions du PCAET.



### TEPOS (Territoires à Énergie Positive), la démarche TEPOS, animée par le CLER

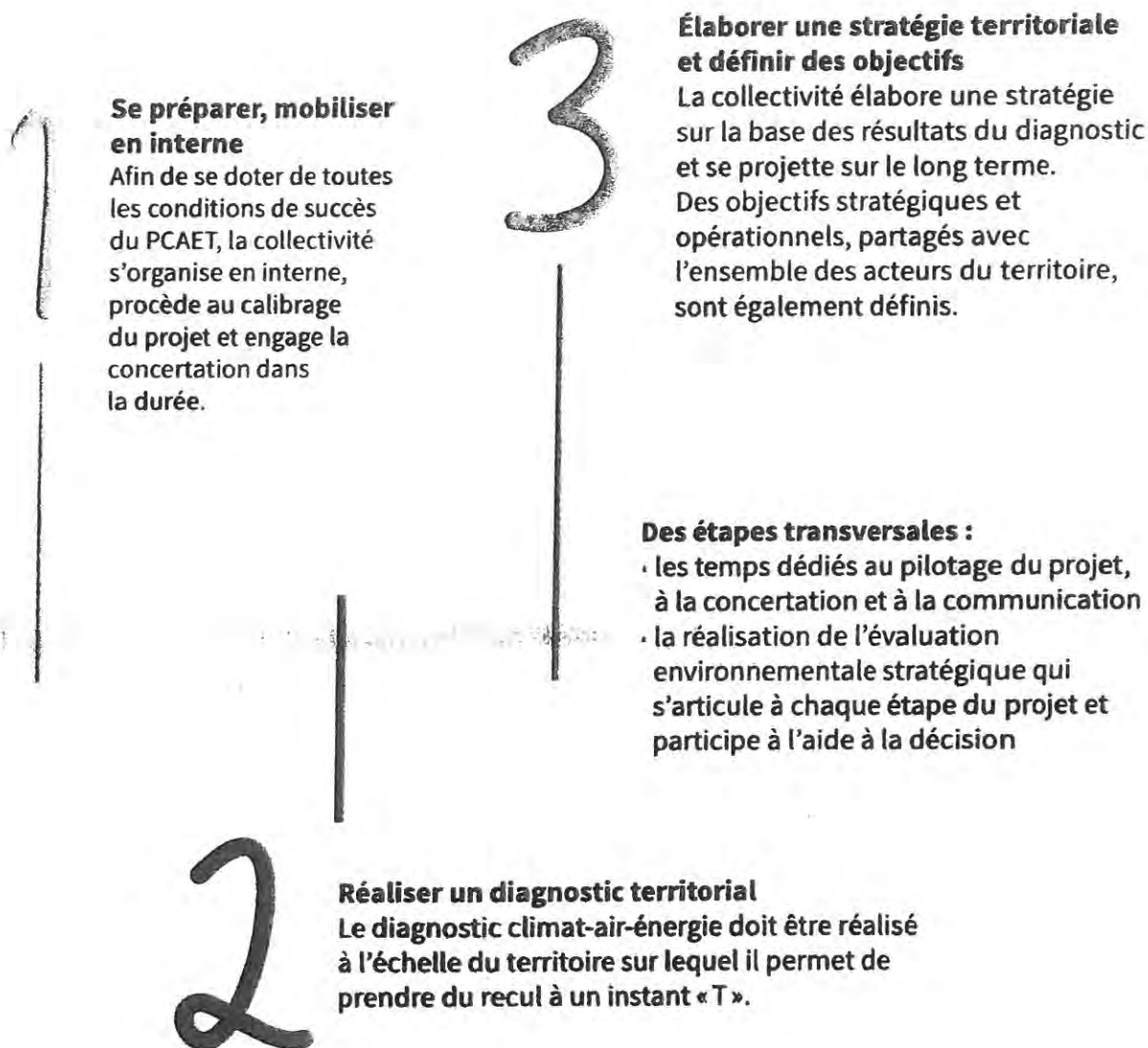
Territoires ruraux engagés pour la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

#### Articulation PCAET et TEPOS :

La démarche TEPOS aide à la définition des objectifs énergétiques et peut alimenter le programme d'actions du PCAET.



# Les étapes d'un PCAET



Le contenu du diagnostic climat-air-énergie doit être :

Il porte a minima sur :

- Une estimation des émissions territoriales de GES et une analyse de leurs possibilités de réduction
- Une estimation des émissions territoriales de polluants atmosphériques et une analyse de leurs possibilités de réduction
- Une estimation de la séquestration nette de CO<sub>2</sub> et de ses possibilités de développement
- Une analyse de la consommation énergétique finale du territoire et de son potentiel de réduction
- La présentation des réseaux de transport d'électricité, de gaz et de chaleur, les enjeux de la distribution d'énergie sur le territoire et une analyse des options de développement de ces réseaux
- Un état de la production des ENR et une estimation du potentiel de développement de celles-ci
- Une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique

Ils portent a minima sur :

- La maîtrise de la consommation d'énergie
- La réduction des émissions de GES
- Le renforcement du stockage de carbone sur le territoire (dans la végétation, les sols, les bâtiments...)
- La production et la consommation des énergies renouvelables, la valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage
- La livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur
- Les productions bio-sourcées à usages autres qu'alimentaires
- La réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration
- Le développement coordonné des réseaux énergétiques
- L'adaptation au changement climatique

6

### Évaluer le PCAET

L'évaluation est un exercice ponctuel ayant pour objectif de porter un jugement de valeur sur tout ou partie du PCAET via une prise de recul plus globale à un moment donné.

L'évaluation porte plus particulièrement sur la gouvernance, le pilotage, la stratégie. Le PCAET fait l'objet d'un rapport intermédiaire trois ans après son adoption.

4

### Co-construire le programme d'actions

Le programme d'actions doit définir celles à mettre en oeuvre par la collectivité porteuse du plan climat et celles à mettre en oeuvre par tous les acteurs socio-économiques pour atteindre de manière progressive les objectifs fixés. L'élaboration du programme d'actions s'accompagne de la définition d'un dispositif de suivi-évaluation devant permettre de mesurer la réponse aux objectifs du PCAET.

5

### Mettre en œuvre le programme d'actions et le suivre

Cette phase correspond à la mise en œuvre opérationnelle des décisions prises dans la phase précédente. Le suivi est réalisé tout au long des six années de réalisation du projet et donne une vision quantitative permettant de situer l'avancement du projet par rapport aux objectifs établis.

# Comment finaliser, valider et déposer votre PCAET ?

VOTE EN CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE  
DU PROJET DE PCAET

TRANSMISSION DU PROJET DE PCAET  
ET DE SON RAPPORT ENVIRONNEMENTAL  
À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

PCAET à modifier

MODIFICATION DU PROJET  
DE PCAET ET VOTE EN  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RECEPTION DE L'AVIS  
DE L'AUTORITÉ  
ENVIRONNEMENTALE  
DANS LES 3 MOIS

CONSULTATION DU PUBLIC  
(30 JOURS)

PCAET à modifier

MODIFICATION DU PROJET DE PCAET SUITE AUX RÉSULTATS  
DE LA CONSULTATION ET VOTE EN CONSEIL COMMUNAUTAIRE

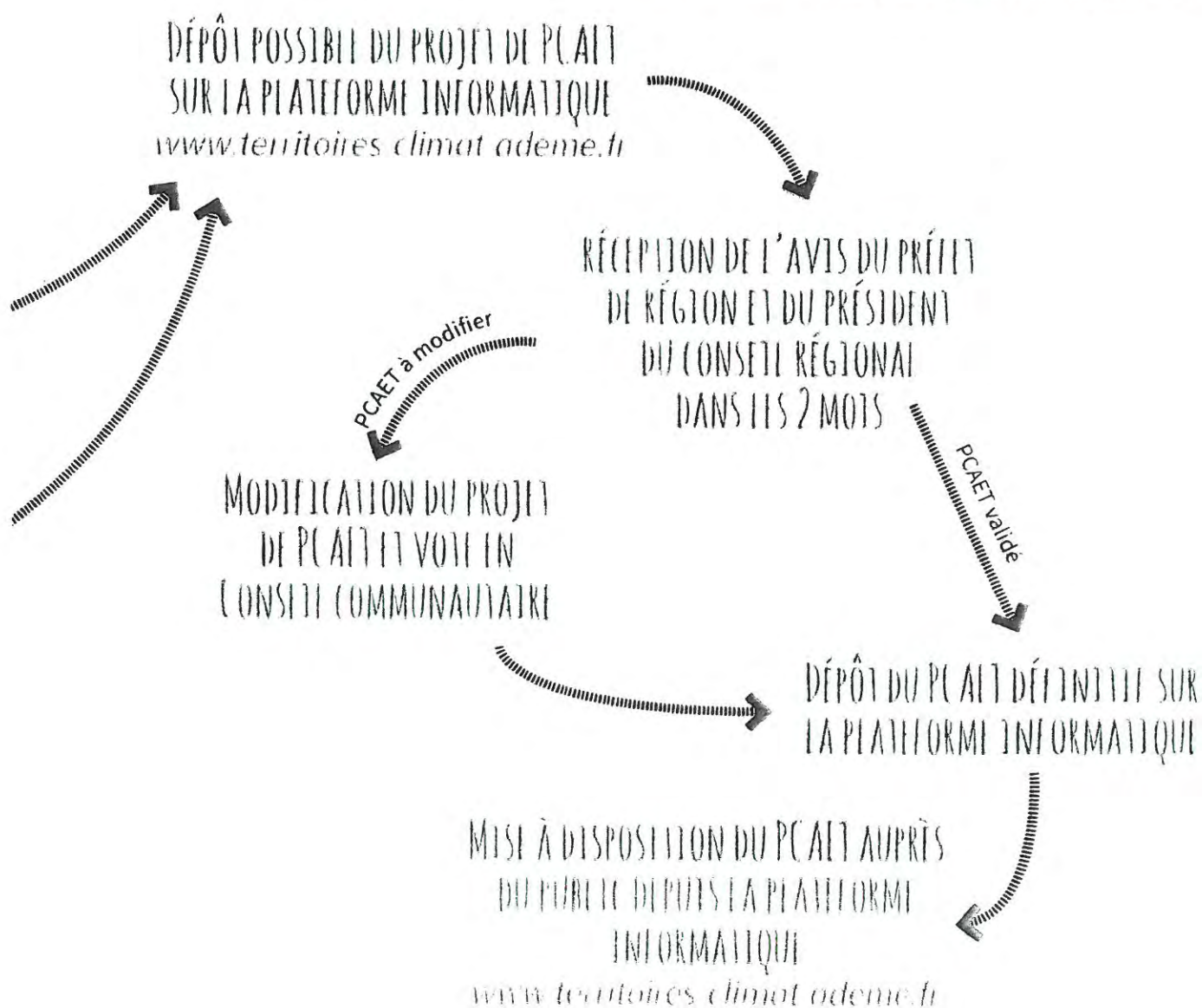
## LES LIVRABLES ATTENDUS À METTRE À DISPOSITION DU PUBLIC

- Le PCAET finalisé
- Le rapport environnemental et son résumé non technique
- Tout document complémentaire jugé utile par la collectivité (livre blanc de la concertation, document pédagogique de synthèse du plan climat...)

## L'évaluation environnement stratégique de quoi parle-t-on ?

→ Le PCAET doit être accompagné d'une évaluation environnementale stratégique (EES). Cette évaluation se traduit par la rédaction d'un rapport environnemental soumis à l'avis de l'autorité environnementale et à la consultation du public.

→ L'évaluation a pour objectif de mettre en valeur la prise en compte des enjeux environnementaux dans le cadre du PCAET et de suivre au fur et à mesure la réponse à ces enjeux. Elle ne constitue pas un document ou une étape « à part » mais prend place, via un processus itératif, à chaque étape de l'élaboration du PCAET. À ce titre, elle constitue également un élément cadre de la prise de décision concernant les orientations à donner et les actions à mettre en œuvre sur le territoire.



# Pour les collectivités non concernées par le décret ?

Les collectivités qui ne sont pas concernées par le décret ont des compétences et des moyens propres à leur territoire.

Si les communes de plus de 50 000 habitants, les départements et les régions n'ont plus l'obligation de réaliser un PCAET, ils sont toujours concernés par l'obligation de réaliser, tous les trois ans, un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) sur leurs patrimoines et leurs compétences. Ce bilan doit être accompagné d'un programme d'actions visant à réduire ces émissions.

Ces collectivités ont pour la plupart de l'expérience et de véritables savoir-faire dans le déploiement de démarches climat-air-énergie. Les dynamiques qu'elles ont engagées seront bien entendu à maintenir et à valoriser.

Le décret 2017-1037 du 16 juillet 2017 concerne les EPCI de moins de 20 000 habitants.

La LTECV a l'ambition de couvrir la plus large partie du territoire français d'une planification climat-air-énergie à travers les EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants.

Les EPCI de moins de 20 000 habitants peuvent volontairement mettre en place une stratégie et un programme d'actions climat-air-énergie en prenant appui sur la démarche PCAET.

Ces collectivités peuvent valoriser leurs démarches sur le centre de ressources des démarches climat-air-énergie de l'ADEME. ([www.territoires-climat.ademe.fr](http://www.territoires-climat.ademe.fr))

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Consultez le guide « PCAET, comprendre, construire et mettre en œuvre », 2016, collaboration entre l'ADEME et le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie et de la Mer. Réf : 8674 : [www.ademe.fr/mediatheque](http://www.ademe.fr/mediatheque)
- Visitez le Centre de ressources de l'ADEME : [www.territoires-climat.ademe.fr](http://www.territoires-climat.ademe.fr)
- Formations ADEME accessibles gratuitement : [www.formations.ademe.fr](http://www.formations.ademe.fr)

### **Pour les élus et directeurs :**

- « Les enjeux d'un projet politique de développement durable pour mon territoire »
- « Mobiliser les décideurs autour du plan climat »...

### **Pour les chargés de mission :**

- « Construire, piloter et accompagner un plan climat »
- « Intégrer l'adaptation au changement climatique dans mon plan climat »...

- Pour plus d'informations, contacter votre Direction régionale ADEME ([www.ademe.fr/regions](http://www.ademe.fr/regions)) et/ou votre DREAL.



## L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.

L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Écologie, de l'Énergie et de la Mer et du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

### LES COLLECTIONS DE L'ADEME

#### ILS L'ONT FAIT

*L'ADEME catalyseur* : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.

#### EXPERTISES

*L'ADEME expert* : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.

#### FAITS ET CHIFFRES

*L'ADEME référent* : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.

#### CLÉS POUR AGIR

*L'ADEME facilitateur* : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.

#### HORIZONS

*L'ADEME tournée vers l'avenir* : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

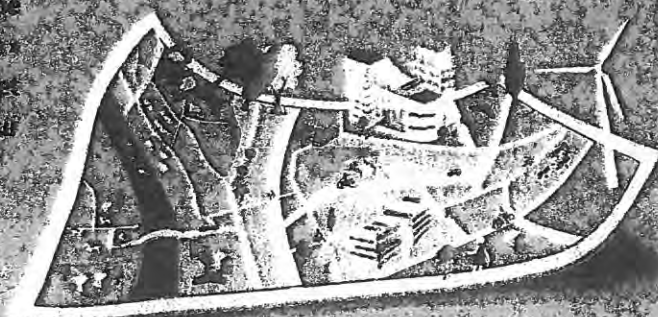
# ÉLUS, L'ESSENTIEL À CONNAÎTRE SUR LES PCAET

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) renforce le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique dont le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) constitue un dispositif opérationnel central.

Les intercommunalités à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants ont dorénavant la responsabilité de la mise en place des plans climat à l'échelle de leur territoire en y intégrant les enjeux de la qualité de l'air. Ceci implique une organisation et coordination à plusieurs niveaux : avec la région, avec les acteurs socio-économiques du territoire, avec les outils de planification et documents d'urbanisme, avec les démarches de développement durable.

Cette plaquette permet de repérer les évolutions légales des plans climat contenues dans le décret relatif aux PCAET, particulièrement renforcés en termes de contenu et d'objectifs, ainsi que les conditions de mise en œuvre et d'entrée en application.

Elle est relayée de façon plus complète par le guide « PCAET, comprendre, construire et mettre en œuvre » illustré de nombreux exemples d'initiatives, outils et références méthodologiques et téléchargeable sur [ademe.fr](http://ademe.fr) ou [territoires-climat.ademe.fr](http://territoires-climat.ademe.fr).



[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)



8832

ISBN 979-10-297-0527-4



9 791029 705274

